



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ DCPPAT-2025 n° 798

portant mise en demeure de régulariser la situation administrative

**Établissements Louis TESSIER à Cornillé-les-Caves
installations de production de fromages**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L.171-8 L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5, R.181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2003-n°371 du 20 mai 2003 pour l'exploitation d'installations de fabrication de fromages sur le territoire de la commune de CORNILLE-LES-CAVES concernant notamment la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la déclaration d'antériorité relative à la rubrique 3642 du 05/11/2013 mentionnant 95 t/j de produits finis, avec proportion de matières animales évaluée à 95 % ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1^{er} août 2025 ;

Considérant que dans sa demande d'antériorité de 2013, l'exploitant déclarait les capacités suivantes : 50 t/j de fromages, 20 t/j de sérum concentré et 25t/j de perméat concentré, soit un total de 95 t/j ;

Considérant que les excédents n'avaient pas été déclarés dans cette déclaration d'antériorité mais qu'ils peuvent être estimés par rapport à la situation de 2009 à environ 12t/jr, soit 107 t/jr au titre de la rubrique 3642 ;

Considérant que lors de la visite en date du 16 mai 2025 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : au titre de la rubrique 3642, le volume d'activité s'établit en 2024 à 188 t/j maximum (fromages + excédents+ coproduits) contre 111 t/j maximum en 2009 soit une augmentation de 77 tonnes/j, et contre 107 tr/jr par rapport à la déclaration d'antériorité « modifiée » (avec prise en compte des excédents) soit une augmentation de 81 tonnes/jr. L'augmentation dépasse en elle-même le seuil IED (75 t/j) ;

Considérant qu'une telle augmentation constitue de fait une modification substantielle, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que l'installation - dont le niveau d'activité constaté lors de la visite du 16 mai 2025 et relevant du régime de l'autorisation (rubrique 3642) a augmenté - est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société sus-mentionnée de régulariser la situation administrative ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Les Etablissements Louis TESSIER exploitant une installation de fabrication de fromage sur la commune de Cornillé-les-Caves est mise en demeure de régulariser la situation administrative soit :

- en déposant un dossier d'autorisation complet et régulier de demande d'exploitation des installations irrégulières (rubrique 3642) à la préfecture du Maine-et-Loire **dans un délai de 9 mois** ;
- en cessant les activités de façon à ce que le niveau d'activité au titre de la 3642 ne soit pas augmenté de plus de 75 tonnes/jour par rapport à la situation autorisée en 2003 (déclaration d'antériorité prise en référence 95 t/jr + 12 t/jr excédents 107tr/jr) **sous un délai de 1 mois en transmettant les justificatifs attestant du retour à la conformité.**

Sous deux semaines, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Cornillé-les-Caves sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée aux Établissements Louis TESSIER par courrier recommandé.

Fait à Angers, le 25 AOUT 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY

